



I-Sahel

Infos du Sahel



VOTRE BIMENSUEL DU 27 FEVRIER AU 12 MARS 2024

sahelnews333@gmail.com

N° 002



**HOMME DE L'OMBRE
DES PALAIS AFRICAINS**

**QUI EST OUSMANE
YARA ?**



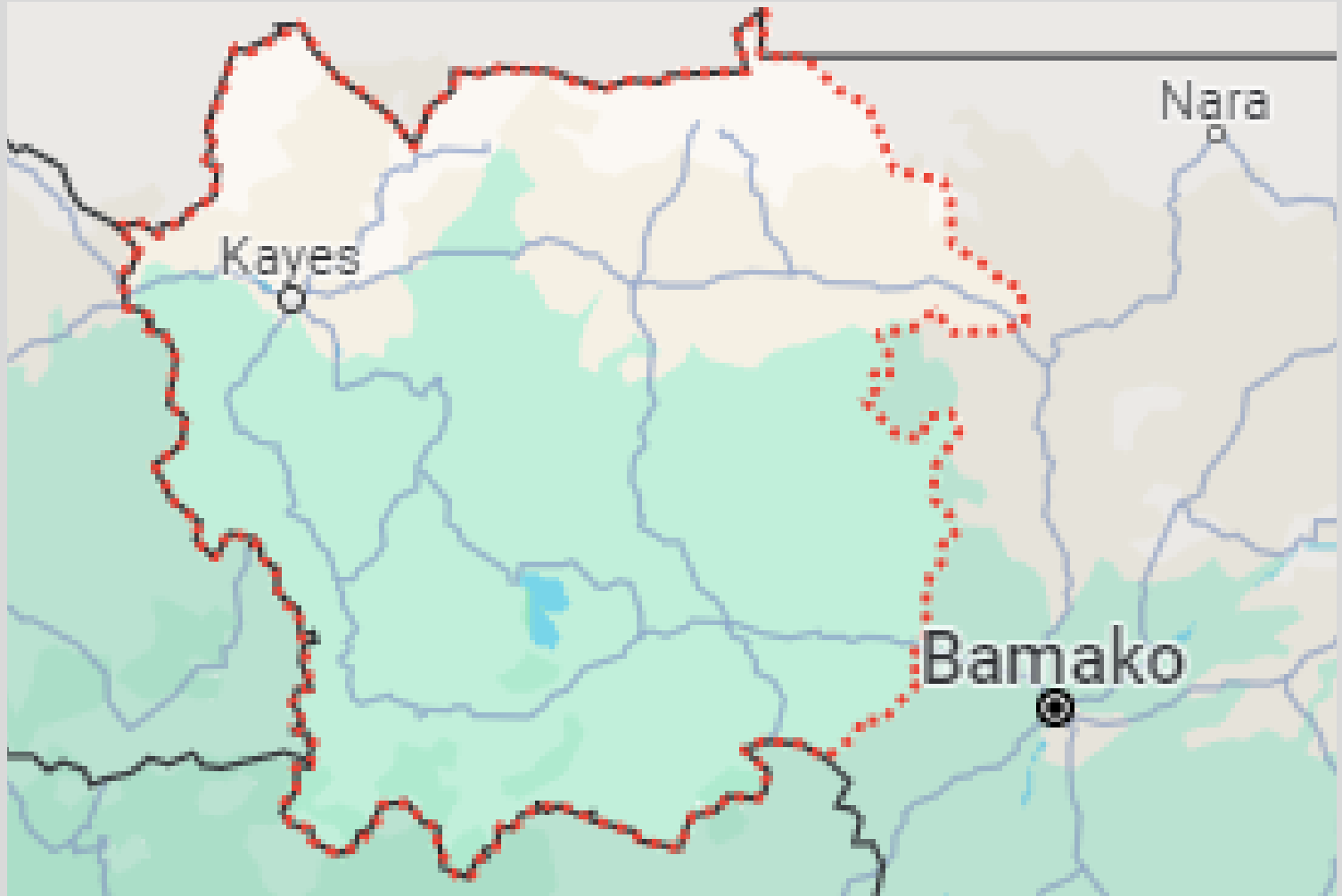
P. 5, 6 ET 7

**LA CEDEAO FERA-T-ELLE
RECULER L'AES ?**



P. 10, 11 ET 12

La région de Kayes de plain-pied dans le tourbillon jihadiste



Capture d'écran de la région de Kayes

Les jihadistes se déploient de plus en plus vers l'ouest malien.

Dans la région de Kayes, située à l'ouest du Mali, les attaques terroristes ont connu une intensification ces dernières semaines. Le 15 février, un poste de sécurité à Melga, vers la frontière mauritanienne a été attaqué, occasionnant plusieurs morts dans les rangs de l'armée. Cet assaut a été suivi par d'autres dans la zone d'Aourou, près du Guidimakha, le 22 février.

Les incidents liés aux groupes armés radicaux dans la région de Kayes sont en progression (11 en 2021 contre 5 avant 2020).

Les activités de ces groupes sont restées de portée limitée jusqu'ici puisque se concentrant essentiellement dans les cercles de Nioro et de Diéma (respectivement 4 et 5 incidents en 2020). Ainsi à défaut de pouvoir s'établir largement dans cette zone, leur présence demeurerait marquée par des actions irrégulières. Par ailleurs, de nombreux rapports avaient indiqué que cette zone offre diverses libertés de mouvement aux groupes armés radicaux, notamment à la filiale sahélienne d'Al-Qaida au Maghreb islamique, le Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans (GSIM).

A travers la Katiba du Macina qui est actuellement l'une de ses branches les plus actives, le groupe se déploie de plus en plus vers l'ouest.

Ces mouvements des jihadistes dans la région ont été traduits par des apparitions sporadiques depuis 2019 avec attaques directes dont 7 contre les postes de sécurité durant cette année.

La communauté internationale a également alerté sur la multiplication d'incidents armés attribués au GSIM, bien qu'il reste parfois difficile de caractériser systématiquement la nature terroriste de chaque incident.

Plusieurs experts en sécurité sont unanimes sur le fait que des problèmes sociaux tels que l'esclavage par ascendance favorise l'expansion du terrorisme dans l'ouest malien. Les groupes jihadistes recrutent souvent parmi les populations marginalisées. L'esclavage par ascendance crée un terreau fertile pour leur recrutement. Les individus soumis à ce type d'esclavage, souvent issus de groupes ethniques marginaux, se sentent exclus et désespérés, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux discours extrémistes et aux promesses de pouvoir et de vengeance.

La région de Kayes est aussi connue pour être un espace de circulation de biens et de services, riche en or. Le banditisme est en conséquence l'un des premiers facteurs d'insécurité dans la région.

Comme le reste du pays, la région de Kayes a connu des mobilisations politiques et sociales importantes entre 2019 et 2021, parfois émaillé de violences.

Ces mobilisations sont souvent l'œuvre de défenseurs de droits humains qui tentent de lutter contre le phénomène de l'esclavage ou d'autres réclamant des droits.

De plus, malgré la richesse de son sous-sol, cette région reste aussi durement frappée par la pauvreté et le chômage des jeunes. L'insécurité alimentaire n'épargne pas aussi cette région.

Face à cette situation alarmante, il est crucial de renforcer la sécurité dans la région, d'améliorer les conditions de vie des populations marginalisées, et de mettre en place des programmes de sensibilisation pour lutter contre l'endoctrinement des jeunes par les groupes terroristes.

Il est également essentiel que la communauté internationale apporte son soutien au Mali dans sa lutte contre le terrorisme et l'esclavage par ascendance. La stabilité et la sécurité de la région de Kayes sont cruciales pour la stabilité de toute la région du Sahel, et il est impératif de prendre des mesures immédiates pour contrer ces menaces croissantes. Un pays comme le Sénégal, qui partage une frontière avec le Mali devrait s'impliquer davantage, de concert avec les autorités maliennes pour des réponses holistiques face à la criminalité transfrontalière.

I-Sahel

Au Mali, l'armée bombarde un camp d'entraînement jihadiste



L'armée malienne bombarde des cibles terroristes

Les forces armées maliennes sont dotées de moyens aériens plus efficaces pour lutter contre le terrorisme.

Les Forces armées maliennes (Fama) ont remporté une nouvelle victoire significative dans leur lutte contre le terrorisme, avec un raid aérien réussi contre un camp d'entraînement des jihadistes dans la région de Ségou (Centre). Selon les informations relayées par la télévision nationale malienne, cette opération a été menée tôt le matin du vendredi 16 février, suite à des renseignements précis sur la localisation du camp.

Les vecteurs aériens des Famas ont ciblé avec succès un camp d'entraînement qui abritait un grand nombre de combattants affiliés à des groupes terroristes. D'après la télévision malienne, les observations et les analyses sur place ont confirmé la présence d'instructeurs étrangers chargés de former les terroristes aux techniques de combat.

Ces cibles ont été frappées avec une précision chirurgicale, limitant ainsi les chances de fuite pour les recrues et leurs formateurs.

La Katiba du Macina, dirigée par le prédicateur peul Amadou Barry, également connu sous le nom de Kouffa, l'une des composantes majeures du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), est connue pour être très active dans le centre du Mali. Cette katiba a été impliquée dans plusieurs attaques meurtrières contre l'armée malienne ces dernières années, contribuant à l'instabilité et à l'insécurité dans la région.

Le GSIM s'en prend également aux groupes d'autodéfense locaux favorables au gouvernement de Bamako, accentuant ainsi les tensions et les affrontements dans le centre du pays. Pour contrer cette menace persistante, l'armée malienne s'est dotée de moyens aériens modernes, y compris des drones de fabrication turque, qui jouent un rôle crucial dans la collecte de renseignements et dans la planification des opérations.

L'utilisation de ces technologies de pointe permet aux forces maliennes de mieux comprendre les mouvements des groupes terroristes, de repérer leurs bases d'opération et d'identifier les cibles prioritaires. Cette approche contribue à réduire les risques pour les troupes au sol tout en augmentant l'efficacité des opérations anti-terroristes.

I-Sahel



Ousmane Yara, l'homme de l'ombre des palais africains

Ousmane Yara, l'homme de l'ombre des palais africains

Suite à l'annonce de Macky Sall, les libéraux proposent une loi reportant les élections au 15 décembre. L'Assemblée nationale suit la demande des députés du PDS, soutenus par leurs collègues de la majorité (Benno Bokk Yaakar). La crise s'intensifie. Pour la résoudre, le président Sall appelle au dialogue, même prêt à faire des concessions sous la pression internationale, y compris dialoguer avec son principal opposant, Ousmane Sonko, emprisonné depuis juillet 2023. Des médiateurs émergent à l'image de l'architecte sénégalais, Pierre Goudiaby Atépa. Atépa révèle que, dans le cadre de ces discussions, les prisonniers politiques seront libérés. Cependant, en coulisses, un autre nom est mentionné : celui de l'homme d'affaires malien, Ousmane Yara.

Impliqué dans les pourparlers entre Macky Sall et Ousmane Sonko, l'homme d'affaires malien Ousmane Yara est réputé pour ses liens étroits avec plusieurs dirigeants africains.

Le Sénégal fait face à une crise politique sans précédent. Le 3 février, alors que le pays se préparait pour la campagne électorale, le président Macky Sall annonce, lors d'une brève allocution télévisée, l'abrogation du décret convoquant le collège électoral pour le 25 février 2024. Cette décision survient dans un contexte marqué par une crise institutionnelle. Des députés du Parti démocratique sénégalais (PDS), dirigé par l'ancien président Me Abdoulaye Wade, ont initié la création d'une commission d'enquête parlementaire sur des allégations de corruption visant deux juges constitutionnels. Le 20 janvier, le Conseil constitutionnel a exclu Karim Wade de la liste des candidats à la Présidentielle en raison de sa double nationalité.

Lors d'une émission télévisée, le journaliste et analyste politique Barka Ba a suscité l'attention en appelant à surveiller l'axe Dakar-Abuja, mentionnant le nom d'un homme d'affaires influent dans les cercles politiques africains. Ces derniers temps, ce nom, peu familier aux Sénégalais, est de plus en plus associé aux supposées négociations entre Macky Sall et Ousmane Sonko. Selon certaines sources, Yara aurait été dépêché auprès du célèbre prisonnier sénégalais pour le convaincre d'engager un dialogue avec le chef de l'exécutif sénégalais, confronté à une impasse depuis le report annulé des élections présidentielles.

Jusqu'à présent, le négociateur malien n'aurait pas réussi à obtenir l'adhésion de l'opposant sénégalais.

Cela se confirme par le refus du Pastef et de son candidat d'accepter l'invitation de Macky Sall à participer au dialogue national organisé les 26 et 27 février à Diamniadio pour fixer une nouvelle date des élections. Cependant, Yara persiste dans ses efforts, probablement dans l'espoir de répéter le scénario de 2019.

Wade et les bureaux de vote

En effet, alors que le Sénégal se préparait pour la présidentielle de février 2019, Me Abdoulaye Wade, dont le fils Karim Wade avait été écarté en raison de sa condamnation pour enrichissement illicite, avait promis de perturber le scrutin. L'homme d'affaires malien avait alors joué un rôle crucial en invitant Wade à Conakry pour discuter des moyens de surmonter la crise. Cette médiation, révélée par le quotidien *Le Témoign* le 20 juin 2019, avait permis d'apaiser les tensions.



Yara et Wade, lors de la crise politique sénégalaise de 2019

De retour au Sénégal, Wade, bien que silencieux sur le contenu de ses discussions avec Alpha Condé, semblait avoir adouci sa position, notamment vis-à-vis de Macky Sall, ôtant ainsi Ousmane Sonko d'un soutien qui aurait pu changer les choses en 2019.

Cette médiation aurait été facilitée par l'homme d'affaires malien, qui entretenait déjà des liens avec Wade. Mais qui est cet homme de l'ombre qui joue les premiers rôles dans le rapprochement des hommes politiques sénégalais ?

Issu d'une famille d'affairistes

Ousmane Yara fait partie de la famille dont le nom d'origine Yaranongoré représente l'un des plus importants empires financiers du Mali, avec des fortunes estimées à plusieurs milliards de francs CFA.

Actifs principalement dans le domaine du commerce, de l'immobilier, du Bazar, de l'importation de pétrole, et d'autres secteurs, les membres de la famille Yara appartiennent à la communauté des Diogoramé ou Diawando, une communauté aux racines à la fois Soninké et Peul, principalement originaire de la région de Kayes.

Ce sont principalement d'habiles commerçants et des aventuriers prospères. La plupart ont d'abord accumulé leur fortune à l'étranger, en particulier dans d'autres pays africains, où ils étaient actifs dans le secteur minier. Parmi les personnalités éminentes de cette communauté, on peut citer Dionké Yaranangoré, également connu sous le nom de Babou Yara, qui était reconnu comme l'un des hommes les plus riches et influents du Mali.

Il était le PDG des entreprises Yara Gold et Yara Bazin jusqu'à son décès en avril dernier.

Les membres de cette famille, ainsi que de la communauté en général, sont réputés pour leur ténacité et leur courage. Beaucoup d'entre eux contractent des dettes importantes auprès des banques locales, souvent des sommes considérables, et décèdent sans avoir pu rembourser entièrement leurs dettes, laissant derrière eux des obligations financières considérables.

Fort de ce pedigree, Ousmane Yara a établi sa fortune en Guinée au début des années 2000. Cependant, en 2007, il répond à l'appel du président malien de l'époque, feu Amadou Toumani Touré, demandant aux Maliens résidant à l'étranger de réinvestir dans leur pays.

Malheureusement, son retour au Mali tourne au cauchemar lorsqu'il est victime d'un vol de 400 000 euros (260 millions FCFA) dans un hôtel de Bamako. Son agresseur ne sera appréhendé qu'un an plus tard. Contraint de retourner en Guinée, il poursuit ses activités malgré les difficultés survenues lors du bref règne de Dadis Camara après le coup d'État suite à la mort du colonel Lansana Conté.

Après l'intérim dirigé par le général Sékouba Konaté, des élections présidentielles sont organisées et remportées par Alpha Condé, offrant à Yara un certain soulagement. Fort de sa position influente, il s'efforce de rapprocher le président guinéen de diverses personnalités en Afrique de l'Ouest. En 2015, il organise la visite d'Ahmed Bola Tinubu en Guinée, où ce dernier est fait citoyen d'honneur.

Un an plus tard, alors qu'il est gouverneur de Lagos, Tinubu retourne en Guinée pour assister à la fête de l'indépendance guinéenne à Mamou.



Ousmane Yara en compagnie de son ami, Bola Tinubu avant l'accession de ce dernier à la magistrature suprême

Une vidéo de ce déplacement, diffusée en avril 2023, oblige Yara à s'expliquer, précisant que l'hélicoptère dans lequel il a été vu aux côtés de Tinubu et de Babajide Sanwo-Olu avait été affrété à l'époque par les autorités guinéennes.

En 2017, Yara est également repéré aux côtés de l'ancien président du Niger, Mahamadou Issoufou, alors qu'il se rendait à Abuja pour un sommet de la CEDEAO. En 2024, il est cité au cœur des négociations entre le Sénégalais et son opposant le plus farouche, impliquant également le président nigérian Bola Tinubu, dont le déplacement à Dakar a été reporté à une date ultérieure.

I-Sahel

Macky Sall a tenu son « dialogue »

Après la décision du Conseil constitutionnel annulant le report de la Présidentielle, les Sénégalais ne savent toujours pas quand ils iront aux urnes pour élire le successeur de Macky Sall même si le président annonce l'avant-hivernage.

Lors d'une conférence de presse tenue le jeudi 22 février, le président du Sénégal a confirmé son intention de quitter ses fonctions présidentielles à la date du 2 avril prochain. Cependant, Macky Sall n'a pas encore fixé la nouvelle date des élections présidentielles. Il a convié les acteurs politiques à un dialogue les 26 et 27 février, espérant que des discussions aboutiront à une décision concernant cette échéance cruciale. Cependant, la réunion présidentielle a été boycottée par la majorité des 19 candidats validés par le Conseil constitutionnel. Seuls 17 d'entre eux ont répondu à son invitation au Centre de conférence Abdou Diouf de Diamniadio, situé à une trentaine de kilomètres de Dakar.

Le collectif des candidats à l'élection présidentielle, connu sous le nom de FC25, a rapidement décliné l'invitation du président. Ce collectif, comprenant des membres tels que Bassirou Diomaye Faye, candidat de l'opposant radical Ousmane Sonko, est convaincu que le chef de l'exécutif sénégalais n'a entrepris aucune action concrète pour mettre en œuvre la décision du Conseil constitutionnel. Au lieu d'engager un dialogue avec Macky Sall, les 16 candidats ont déposé un recours auprès du Conseil constitutionnel, le priant de fixer une nouvelle date pour l'élection présidentielle.



*Macky Sall préside le Dialogue national à Diamniadio
Crédit photo: Page Facebook présidence*

En outre, plusieurs candidats qui ont été exclu lors du processus de collecte de parrainages rejettent également l'invitation. En outre, le président Macky Sall devra faire face à l'absence de la Plateforme Aar Sunu Élection, une coalition regroupant de nombreuses organisations de la société civile. Lors d'une conférence de presse le vendredi 23 février, cette coalition, qui avait déjà organisé une manifestation à Dakar le samedi précédent pour demander une nouvelle date avant le 2 avril, a annoncé qu'elle ne participerait pas à un dialogue qu'elle considère comme un simulacre. Ils estiment que ce dialogue compromettrait leur position, diviserait les parties prenantes et ne pourrait aboutir à aucun consensus étant donné les divergences d'intérêts entre les parties invitées.

Un autre regroupement formé de 18 organisations de la société civile a également choisi de boycotter ces discussions. Pour la Synergie des Organisations pour la Sauvegarde de la Paix, le président sénégalais aura pris une décision qui plongerait le pays dans une situation sans précédent, remplie d'incertitudes et qui, de plus, n'est pas conforme à la constitution s'il ne fixe pas une date avant le 2 avril.

Par conséquent, cette plateforme rejette ce dialogue, considérant que les intérêts des parties en présence sont difficilement conciliables, voire conflictuels. Ils estiment que ce dialogue est un piège en raison de son manque de clarté et des divergences d'intérêts des participants. Par conséquent, si le format reste le même, la société civile n'y prendra pas part.

Malgré le boycott, le Dialogue national s'est ouvert lundi 26 février à Diamniadio. Le Premier ministre du Sénégal et candidat du pouvoir, Amadou Ba, ainsi que Mahammad Boun Abdallah Dionne, également retenu par le Conseil constitutionnel, y ont participé. Macky Sall, visiblement agacé par une campagne médiatique internationale, a affirmé qu'il n'avait aucun agenda personnel. Dans son discours, le président sénégalais a réaffirmé son désir de « réconcilier » les Sénégalais, annonçant son intention de présenter un projet de loi d'amnistie générale couvrant la période 2021-2024 dans les prochains jours. Concernant la tenue de l'élection présidentielle, le président Sall n'exclut pas la possibilité de l'organiser avant l'hivernage avec les mêmes candidats déjà sélectionnés par le Conseil constitutionnel, bien que plusieurs intervenants aient souligné la nécessité de reprendre le processus électoral.

I-Sahel

La CEDEAO fera-t-elle reculer les pays de l'AES ?



A droite, les dirigeants de l'AES. A gauche, les chefs d'Etat de la CEDEAO

L'institution sous-régionale a levé les sanctions contre le Niger sans aucune contrepartie connue.

La décision du Mali, du Niger et du Burkina Faso de quitter la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour former l'Alliance des États du Sahel (AES) a profondément secoué l'organisation sous-régionale. Initialement, la CEDEAO avait cru qu'il s'agissait de manœuvres de bluff, mais il est désormais évident que Ouagadougou, Bamako et Niamey sont déterminés à tourner la page du bloc sous-régional. Depuis cette annonce, c'est l'effervescence pour tenter d'empêcher ce départ, qui pourrait nuire tant aux trois pays qu'à l'organisation dans son ensemble.

Les chefs d'État se sont réunis à Abuja le samedi 24 février pour entamer un processus de normalisation de leurs relations avec les régimes dirigés par des militaires. À l'issue de ce sommet extraordinaire, les sanctions prises contre le Niger suite au coup d'État du 26 juillet 2023 ont été levées.

Ces sanctions comprenaient la fermeture des frontières terrestres et aériennes entre les pays de la CEDEAO et le Niger, l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne pour tous les vols commerciaux à destination et en provenance du Niger, la suspension de toutes les transactions commerciales et financières entre les États membres de l'institution communautaire et le Niger, le gel des transactions de services, y compris les services publics et l'électricité vers la République du Niger, le gel des avoirs de la République du Niger dans les Banques Centrales de la CEDEAO, le gel des avoirs de l'État du Niger, des entreprises d'État et des sociétés parapubliques dans les banques commerciales, la suspension du Niger de toute aide financière et transactions avec toutes les institutions financières, notamment la BIDC et la BOAD, et l'interdiction de voyager pour les fonctionnaires du gouvernement et les membres de leur famille.

Malgré cela, aucune concession n'aurait été faite par la partie adverse. Pourtant, lors de son sommet en décembre dernier, la CEDEAO avait conditionné l'assouplissement des sanctions contre Niamey à la libération de Mohamed Bazoum et à la définition d'une période de transition acceptable.

Ces exigences n'ont pas été satisfaites par le Niger jusqu'à présent. De nombreux observateurs estiment que le départ précipité des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) de la CEDEAO a incité les dirigeants ouest-africains à ignorer leurs demandes, d'autant plus que la levée des sanctions concerne également le Mali. Certaines des restrictions qui concernaient les citoyens maliens, notamment ceux employés dans les institutions de la CEDEAO, ont également été levées.

Pour dissuader les autorités de l'Alliance des États du Sahel (AES) de poursuivre leur intention de se détacher de la CEDEAO et d'agir de manière indépendante, l'instance suprême de l'institution sous-régionale a mis en avant les implications politiques, sécuritaires, financières et institutionnelles. En ce qui concerne les implications politiques, les chefs d'État ont souligné que dans le cadre de la coopération régionale contre le terrorisme, l'extrémisme violent et le crime organisé, les trois pays ont bénéficié de 100 millions de dollars mobilisés par l'UEMOA dans le cadre du Plan d'action de la CEDEAO contre le terrorisme. Dans leur communiqué final, ils ont également noté que certaines allocations du Fonds (7,5 millions de dollars) ont été attribuées pour aider les trois pays à acquérir des équipements dans leur lutte contre le terrorisme. De plus, les dirigeants ont fait remarquer que le retrait aurait un impact sur la coopération en matière de sécurité, en termes de partage de renseignements et de participation aux initiatives régionales de lutte contre le terrorisme, telles que l'Initiative d'Accra et la Force multinationale mixte.

Ils ont ajouté que le retrait pourrait également entraîner un isolement diplomatique et politique sur la scène internationale, où les pays ont bénéficié d'un soutien de bloc pour leurs candidats et leurs candidatures aux postes internationaux au sein de l'Union africaine, des Nations Unies et d'autres organismes similaires.

En ce qui concerne les implications socio-économiques, l'organe principal de la CEDEAO déclare que le retrait aurait automatiquement un impact sur le statut d'immigration des citoyens, car ces derniers pourraient être tenus d'obtenir un visa pour voyager dans la région. De même, les citoyens pourraient se retrouver dans l'incapacité de résider ou de créer des entreprises dans le cadre des accords de la CEDEAO et pourraient être soumis à diverses lois nationales. Cela s'ajoute à la perte des avantages associés aux documents tels que les passeports de l'organisation communautaire, la carte d'identité nationale biométrique et l'assurance automobile "Carte brune de la CEDEAO" à l'échelle régionale.

Les dirigeants ont souligné que les trois États membres représentent 17,4 % des 425 millions d'habitants de la région. Bien qu'ils contribuent à hauteur de 10% du PIB de la région, leur départ entraînerait une diminution de la taille du marché de l'ensemble sous-régional. Cela pourrait également perturber les échanges intracommunautaires, notamment ceux de biens non transformés tels que le bétail, le poisson, les plantes, les produits agricoles, les produits minéraux, les produits artisanaux traditionnels ainsi que les produits industriels d'origine communautaire.

Ils ont également indiqué que les trois nations bénéficient d'un certain nombre de projets et programmes régionaux. Parmi ceux-ci figurent la Réserve Régionale de Sécurité Alimentaire, où les trois pays abritent près de 17 000 tonnes, représentant 52% du stock régional. Aussi, sont-ils sont bénéficiaires du Programme Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) financé par la Banque Mondiale, d'un montant de 215 millions USD pour les trois États. Ces initiatives comprennent également le Programme Régional d'Appui à l'Irrigation du Sahel (PARIS), financé par la Banque Mondiale, d'un montant de 103,43 millions USD pour les trois États, ainsi que le Programme Régional d'Appui à la Résilience du Système Alimentaire (FSRP), financé par la Banque Mondiale, d'un montant de 230 millions USD pour les trois États. Les présidents ont mentionné le Projet d'identité unique et d'intégration et d'inclusion régionales en Afrique de l'Ouest (WURI) ainsi que le projet de marché régional de l'électricité de la CEDEAO (West Africa Power Pool), qui engage les trois États membres dans un réseau électrique régional pour améliorer l'accès à l'électricité.

Du point de vue financier, ce retrait est susceptible d'avoir un impact significatif sur les trois pays, d'autant plus que les deux institutions financières régionales, la BIDC et la BOAD, sont fortement impliquées dans ces États. Selon le communiqué final du sommet extraordinaire, la BIDC mène actuellement 27 projets du secteur public dans les trois pays (Burkina Faso - 9, Mali - 8, Niger - 10) ainsi que 20 projets du secteur privé (Burkina Faso - 5, Mali - 13, Niger - 2). Ces projets représentent collectivement environ 321 634 253 USD, dont 38,1% sont des projets du secteur public et 61,9% des projets du secteur privé.

Le portefeuille de la banque dans les trois pays représente environ 22,5% du portefeuille total de la Banque dans les 15 États membres. En termes de capital, les trois pays ont contribué un total de 33 135 445,38 USD à la Banque, répartis comme suit : Burkina Faso - 13 millions USD ; Mali - 9,5 millions de dollars ; et Niger - 10,5 millions de dollars.

Pour finir, ils soulignent les implications institutionnelles, notant que le retrait entraînera non seulement la fermeture de 4 entités régionales au Burkina Faso, de deux organismes régionaux au Mali, et d'un bureau régional au Niger, mais aussi une incidence sur la sécurité d'emploi de quelque 130 personnes, employés de la CEDEAO originaires des trois pays : 77 du Burkina Faso, 23 du Mali et 32 du Niger.

Il reste à voir si Ouagadougou, Bamako et Niamey seront réceptifs à ces arguments. Dans tous les cas, dans ces trois capitales, l'opinion crie victoire devant ce qui est considéré comme un recul de la CEDEAO face à la "témérité" des militaires.

I-Sahel

Plainte contre l'ambassadeur de France au Niger : que reproche Issoufou à Sylvain Itté ?



l'ancien président nigérien, M. Issoufou poursuit l'ambassadeur français en justice

Il Le diplomate français a été chassé du Niger après le coup d'Etat du 26 juillet 2023 contre Mohamed Bazoum.

Me Illo Issoufou a réfuté les allégations portées contre son client, l'ancien président du Niger, Mahamadou Issoufou par M. Sylvain Itté, ambassadeur de France au Niger, lors de son audition devant la commission de la défense nationale et des forces armées de l'Assemblée nationale française, le 29 novembre 2023.

Dans son démenti en date du 21 février, l'avocat a souligné la nature infondée et diffamatoire des déclarations de M. Itté, qui ont laissé entendre l'implication de l'ancien président Issoufou dans le coup d'État survenu le 26 juillet 2023 au Niger et mené par le général Abdourahamane Tiani.

L'avocat a décomposé point par point les affirmations de M. Itté.

Il a contesté notamment la prétendue rencontre entre l'ancien président Issoufou et le général Tiani après le coup d'État, soulignant le manque de preuves tangibles à l'appui de cette allégation. « Le coup d'État du général Tiani se déroule le 26 juillet. Je le rencontre le 28 juillet en compagnie de l'ancien président Issoufou », a confié le diplomate français qui plus tard, explique le putsch du 26 juillet contre Mohamed Bazoum par l'intervention d'un paramètre que « personne ne pouvait imaginer : l'implication directe de l'ancien président Issoufou ».

Pour Itté, « on peut avancer sans grand risque de se tromper qu'il (Issoufou) a fomenté ou pour le moins accompagné le coup contre son successeur ». Des allégations réfutées par Me Issoufou, tentant de démontrer l'absence de toute corrélation entre les événements du 26 juillet et une quelconque implication de son client.

Par ailleurs, l'avocat a contesté énergiquement les déclarations de M. Itté concernant un prétendu conflit entre le président Mohamed Bazoum et le ministre du pétrole, fils de l'ancien président Issoufou, soulignant l'absence totale de fondement à de telles allégations.

Pour finir, Me Issoufou a réaffirmé l'innocence de l'ancien président Issoufou Mahamadou dans les événements du 26 juillet 2023. Il a dénoncé les accusations calomnieuses portées par M. Itté, les qualifiant de « tissu de calomnie ». Il a également annoncé la décision de son client de déposer plainte pour diffamation et calomnie, afin que justice lui soit rendue.

I-Sahel

I-Sahel sur les réseaux sociaux

Twitter; @Sahelnewsof

Linkedin: I-Sahel

Facebook: I-sahel

Site: <https://infosdusahel01.wixsite.com/infosdusahel>

Email: sahelnews333@gmail.com

Vous pouvez soutenir I-Sahel en faisant vos dépôts sur le numéro à l'affiche.
Merci d'avance



FAITES VOS ANNONCES SUR I-SAHEL

POUR VOS ANNONCES PUBLICITAIRES CIBLANT LE SAHEL ET LES RÉGIONS ENVIRONNANTES, CONTACTEZ I-SAHEL, LA NOUVELLE PLATEFORME D'INFORMATIONS DÉDIÉE À CET ENVIRONNEMENT DYNAMIQUE ET EN ÉVOLUTION CONSTANTE. AVEC UNE AUDIENCE CROISSANTE ET DIVERSIFIÉE INTÉRESSÉE L'ACTUALITÉ, LES OPPORTUNITÉS COMMERCIALES ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE AU LE SAHEL, I-SAHEL OFFRE UN ESPACE IDÉAL POUR PROMOUVOIR VOS PRODUITS ET SERVICES.

POUR PLUS D'INFORMATIONS SUR NOS TARIFS PUBLICITAIRES ET FORMATS D'ANNONCES, VEUILLEZ NOUS ENVOYER UN MAIL À SAHELNEWS333@GMAIL.COM.



Qui sommes-nous ?



Nous sommes un média dynamique porté par une équipe de journalistes locaux expérimentés, passionnés par la région du Sahel. Notre vocation est claire : informer juste sur les événements qui se déroulent dans cette partie du monde.

Dans un paysage médiatique souvent dominé par des récits stéréotypés et des perspectives extérieures, nous sommes là pour offrir une autre grille de lecture, plus nuancée sur le Sahel. Nous croyons fermement que les journalistes locaux sont les mieux placés pour comprendre et raconter les histoires de leur propre communauté.

Notre équipe est composée de journalistes qui vivent et respirent le Sahel. Leur expertise et leur connaissance intime de la région nous permettent de fournir des informations précises et contextualisées.

Aussi, nous sommes guidés par des principes journalistiques rigoureux, axés sur la recherche de la vérité et la vérification des faits. Notre objectif est de présenter une image fidèle et équilibrée des événements, même les plus complexes.

Nous nous engageons à offrir une perspective unique sur le Sahel, en mettant en lumière les voix et les histoires souvent négligées par les médias traditionnels. Nous croyons en la diversité des points de vue et en l'importance de refléter la richesse culturelle et sociale de la région.

Conscients de l'impact que nos reportages peuvent avoir sur les communautés du Sahel, nous nous efforçons de produire un journalisme qui informe, inspire et suscite le dialogue pour un changement positif.

Que vous soyez intéressé par les questions sécuritaires ou les développements politiques, économiques, sociaux ou culturels, I-Sahel est votre source d'information de confiance sur le Sahel.

Sahelement vôtre